

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 27 februari 2014;

Gelet op het overlegprotocol van het Overlegcomité tussen de Regering van de Franse Gemeenschap en de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen van de inrichtende machten van het onderwijs en de gesubsidieerde PMS-centra van 17 maart 2014;

Gelet op het advies van de Raad van State nr. 55.859/2, gegeven op 23 april 2014 met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de op 12 januari 1973 gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Leerplichtonderwijs en Onderwijs voor sociale promotie;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 37, 2°, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 25 oktober 1993 houdende bezoldigingsregeling van het bestuurs- en onderwijzend personeel en van het opvoedend hulppersoneel van het onderwijs voor sociale promotie van de Franse Gemeenschap, worden de woorden “indien de eerste en laatste dagen van het schooljaar samen vallen met een zaterdag of een zondag en dat het totaal aantal betaalbare dagen gedurende het schooljaar lager is dan 300, worden de tijdelijke personeelsleden die aangeworven worden voor het hele schooljaar bezoldigd vanaf de eerste werkdag tot 30 juni inbegrepen”, ingevoegd na de woorden “mag 300 niet overschrijden;”.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 1 september 2012.

Art. 3. De Minister bevoegd voor het Onderwijs voor Sociale Promotie is belast met de uitvoering van dit besluit. Brussel, 15 mei 2014.

De Minister-president,
R. DEMOTTE

De Minister van Leerplichtonderwijs en Onderwijs voor Sociale Promotie,
M.-M. SCHYNS

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/205079]

12 JUIN 2014. — Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution du décret du 11 avril 2014 relatif au développement rural et abrogeant l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 20 novembre 1991 portant exécution du décret du 6 juin 1991 relatif au développement rural

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 avril 2014 relatif au développement rural;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 20 novembre 1991 portant exécution du décret du 6 juin 1991 relatif au développement rural;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 27 février 2014;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 12 juin 2014;

Vu l'avis de la Cellule autonome en Développement durable, donné le 28 février 2014;

Vu l'avis 56.062/4 du Conseil d'Etat, donné le 12 mai 2014, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de la Ruralité,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° Ministre : le Ministre de la Ruralité;

2° décret : le décret du 11 avril 2014 relatif au développement rural.

Art. 2. A l'article 3, § 2, du décret, pour autant qu'ils soient directement liés à la mise en œuvre d'actions de développement reprises dans le programme communal de développement rural, il faut entendre par :

1° investissements corporels éligibles :

a) l'acquisition et la construction d'immeubles bâtis;

b) les travaux d'aménagement ou de rénovation de tout ou partie d'immeubles bâtis;

c) l'acquisition et l'aménagement d'immeubles non bâtis;

2° investissements incorporels éligibles :

a) les prestations en termes de recherche, de stratégie et de prospective relatives au milieu rural;

b) les prestations relatives à la conception et à la création d'outils de promotion du milieu rural.

Art. 3. Les groupes de travail visés à l'article 11, 5°, du décret sont créés soit avant la mise en place de la Commission locale de développement rural, soit par la Commission locale de développement rural en vertu de l'article 5, alinéa 2 du décret.

Art. 4. § 1^{er}. L'analyse des caractéristiques de la commune visée à l'article 13, § 1^{er}, 1°, du décret, vise à mettre en évidence à les spécificités de la commune, ses enjeux de développement ainsi que les démarches déjà entreprises pour y répondre.

Cette analyse prend la forme d'un rapport concis et facilement appropriable. Elle repose sur des données adéquates, fiables et actuelles.

§ 2. Le rapport d'analyse comprend au moins :

1° une carte d'identité de la commune présentant succinctement les caractéristiques générales de la commune ainsi que sa localisation géographique;

2° une présentation de la commune en tant qu'acteur, de ses principaux moyens humains et financiers mobilisables pour l'opération de développement rural, incluant notamment conseil communal, conseils consultatifs, organigramme des services communaux et capacité financière;

3° une analyse des principales caractéristiques des milieux physique et naturel et du paysage, mettant en évidence les atouts majeurs et les principales contraintes du territoire ainsi que les démarches de protection, de valorisation et de sensibilisation déjà entreprises;

4° la structure du bâti, ses principales caractéristiques urbanistiques et patrimoniales, les espaces publics structurants ainsi que les démarches de gestion du bâti et d'urbanisation déjà entreprises;

5° une analyse des caractéristiques démographiques et socio-économiques significatives de la commune, ainsi que leurs évolutions escomptées permettant d'identifier les groupes les plus démunis et d'estimer les besoins futurs de la population en termes d'équipements et de services;

6° une analyse des principales caractéristiques du logement et de la politique communale en la matière;

7° une analyse des principales forces et faiblesses des secteurs économiques significatifs dans la commune;

8° une analyse des services et équipements collectifs, en ce compris les besoins, les carences éventuelles, l'offre et les infrastructures, les projets envisagés et les stratégies développées;

9° une analyse des principales caractéristiques des réseaux de déplacements, ainsi que les stratégies déjà en cours en matière de mobilité;

10° une analyse des principales caractéristiques et des actions entreprises en matière de gestion des ressources naturelles.

§ 3. Le rapport d'analyse comprend au moins les cartes établies au 1/10 000^e présentant ou synthétisant les éléments suivants :

1° les types d'occupation du sol et les cours d'eau;

2° le plan de secteur;

3° le réseau des voies de communication;

4° la structure du bâti en ce compris les espaces publics structurants;

5° les propriétés publiques, les périmètres couverts par des outils d'aménagement du territoire ou autres;

6° le patrimoine communal bâti ou non, présentant en outre les zones d'intérêt écologique, paysager et architectural;

7° les zones de contraintes et de risques.

§ 4. Le rapport d'analyse comprend en outre :

1° la présentation de l'auteur de projet chargé d'élaborer et de mettre en forme le projet de programme communal de développement rural;

2° une synthèse de l'analyse, à soumettre en consultation lors des réunions faisant appel à la participation de la population.

Art. 5. La description des résultats de la participation de la population comprend :

1° la méthode utilisée pour la participation de la population;

2° la présentation de l'éventuel organisme d'accompagnement;

3° le calendrier et la synthèse des résultats des réunions d'information, de consultation et des groupes de travail;

4° la composition de la Commission locale de développement rural;

5° la composition des groupes de travail;

6° le calendrier et la synthèse des résultats des réunions de la commission locale de développement rural.

Art. 6. Le diagnostic partagé peut prendre la forme d'un tableau Atouts-Faiblesses-Opportunités-Menaces, en abrégé « AFOM ».

Art. 7. La stratégie de développement présente les objectifs de développement spécifiques à la commune, leurs justifications vis-à-vis du diagnostic partagé et les effets multiplicateurs attendus.

La stratégie reprend, pour chaque objectif, les modalités d'évaluations qualitative et quantitative des indicateurs. Un tableau de bord des indicateurs est élaboré et évalué tous les cinq ans.

Art. 8. § 1^{er}. La description de chaque projet fait l'objet d'une fiche dans le programme communal de développement rural, dont le modèle est arrêté par le Ministre, mentionnant notamment la situation et le numéro de projet figurant sur la carte prévue à l'article 10.

Chaque fiche établit notamment la justification du projet par rapport aux besoins identifiés dans le diagnostic partagé, son lien avec les objectifs de développement, son impact sur le développement durable et des indicateurs de réalisation et d'impact.

§ 2. La programmation, la mise en œuvre et le contenu minimum des fiches sont déterminés en fonction des principes suivants :

1° les projets dont l'inscription est prévue durant les trois premières années de mise en œuvre du programme communal de développement rural sont repris dans le lot 1;

2° les projets dont la réalisation est prévue entre la quatrième et la sixième année de mise en œuvre du programme communal de développement rural sont repris dans le lot 2;

3° les autres projets sont repris dans le lot 3;

4° les projets ou actions déjà en cours de réalisation ou terminés pendant l'élaboration du programme communal de développement rural sont repris dans le lot 0.

Les projets du lot 1 visé à l'alinéa 1^{er}, 1°, prennent la forme d'une fiche complète avec estimation précise des coûts.

Les projets du lot 2 visé à l'alinéa 1^{er}, 2°, sont présentés par une fiche sans estimation des coûts. L'estimation des coûts ne devra être ajoutée qu'au moment de l'introduction de la demande de convention.

Les projets du lot 3 visé à l'alinéa 1^{er}, 3°, reprennent au moins l'intitulé, la description et la justification du projet par rapport à la stratégie de développement.

Le lot 0 visé à l'article 8, § 2, 4°, se présente sous forme de catalogue indicatif.

Si le projet est exécuté en phases successives, le programme global de l'investissement est produit.

Art. 9. En fonction de la stratégie de développement visée à l'article 7, le programme communal de développement rural précise :

1° l'intégration des projets et de leurs effets multiplicateurs sur le développement de la commune;

2° la programmation dans le temps;

3° la planification dans l'espace;

4° les sources de financement escomptées.

Art. 10. Le tableau récapitulatif visé à l'article 13, § 1^{er}, 6^o, du décret comprend tous les projets avec la mention des objectifs poursuivis, les sources de financements, les moyens utilisés et la programmation des réalisations, ainsi qu'une carte reprenant la localisation des différents projets du programme.

Art. 11. Chaque partie du PCDR fait l'objet d'une évaluation du respect des principes directeurs du développement durable, à savoir l'efficacité, la résilience et la suffisance, tels que définis à l'article 4 du décret du 27 juin 2013 relatif à la stratégie wallonne de développement durable.

L'évaluation réalisée indique comment les éléments du programme s'inscrivent dans la démarche durable définie à l'article 2, § 2, du décret.

Art. 12. La commune établit six exemplaires originaux du projet de programme visé à l'article 13, § 1^{er}, du décret destiné :

- 1^o au Ministre;
- 2^o à la commune;
- 3^o à la Commission locale de Développement rural;
- 4^o au président de la Commission régionale;
- 5^o à l'Administration;
- 6^o à l'organisme ayant assuré l'assistance de la commune dans son opération de développement rural.

Des copies sous format électronique du projet de programme, en ce compris les procès-verbaux de réunions, sont communiquées par la commune :

- 1^o au Ministre-Président du Gouvernement wallon;
- 2^o au Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté française ou, s'il échet, au Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté germanophone;
- 3^o aux membres de la Commission régionale, sauf demande d'un membre de bénéficier d'une copie papier de l'exemplaire original, hors annexes;
- 4^o aux membres du conseil communal;
- 5^o aux membres de la Commission locale de Développement rural;
- 6^o à l'Administration.

Art. 13. Le Ministre arrête les modèles-types de conventions visées à l'article 15 du décret, qui comptent au moins les éléments suivants :

- 1^o la définition et la programmation de l'investissement qui concerne uniquement un seul projet;
- 2^o les obligations de la ou des communes et, le cas échéant, de la régie communale autonome;
- 3^o l'estimation chiffrée du projet;
- 4^o le délai maximal fixé pour l'exécution du projet;
- 5^o les subventions contribuant au financement du projet et leur taux d'intervention;
- 6^o les modalités d'approbation du projet;
- 7^o les modalités de liquidation de la subvention;
- 8^o la nature des droits dont dispose le demandeur sur le bien qui fait l'objet de la demande de convention.

Art. 14. La demande portant sur la conclusion d'une convention adressée au Ministre comporte :

- 1^o la ou les délibérations communales et, le cas échéant, la décision du Conseil d'administration de la Régie communale autonome sollicitant la convention;
- 2^o l'extrait du ou des procès-verbaux de la ou des Commissions locales de Développement rural concernant le projet demandé;
- 3^o une note d'intention du projet;
- 4^o une fiche descriptive du projet;
- 5^o une esquisse avec estimation sommaire des coûts;
- 6^o le cas échéant, les documents utiles précisant la manière dont les communes ou régies communales autonomes mettent en œuvre et gèrent les projets visés à l'article 3, § 4, du décret.

Art. 15. Le rapport d'activités de la commission locale visé à l'article 24, alinéa 2, 2^o, du décret comprend :

- 1^o la fréquence des réunions et un résumé de leur déroulement;
- 2^o les modifications de composition;
- 3^o les éventuelles modifications apportées au règlement d'ordre intérieur;
- 4^o les comptes rendus des réunions.

Art. 16. Le rapport comptable visé à l'article 24, alinéa 2, 3^o, du décret comporte :

- 1^o les états d'avancement financiers des acquisitions et travaux réalisés au cours de l'année listant les factures payées et les subsides reçus;
- 2^o la situation du patrimoine acquis et rénové avec les subventions de développement rural;
- 3^o le relevé des charges et loyers provenant des immeubles visés au 2^o;
- 4^o le produit des ventes de biens acquis, construits ou rénovés avec des subventions de développement rural;
- 5^o des propositions de réaffectation des bénéfices et produits générés aux 3^o et 4^o en vue de constituer tout ou partie de la part communale dans le financement des projets et actions inscrits dans le programme communal de développement rural.

Art. 17. L'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 20 novembre 1991 portant exécution du décret du 6 juin 1991 relatif au développement rural est abrogé.

Art. 18. Le Ministre de la Ruralité est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 12 juin 2014.

Le Ministre-Président,
R.DEMOTTE

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,
C. DI ANTONIO

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2014/205079]

12. JUNI 2014 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Ausführung des Dekrets vom 11. April 2014 über die ländliche Entwicklung und zur Aufhebung des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 20. November 1991 zur Ausführung des Dekrets vom 6. Juni 1991 über die ländliche Entwicklung

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 11. April 2014 über die ländliche Entwicklung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 20. November 1991 zur Ausführung des Dekrets vom 6. Juni 1991 über die ländliche Entwicklung;

Aufgrund des am 27. Februar 2014 abgegebenen Gutachtens des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 12. Juni 2014 abgegebenen Gutachtens des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des am 28. Februar 2014 abgegebenen Gutachtens der autonomen Begutachtungsstelle für die nachhaltige Entwicklung;

Aufgrund des am 12. Mai 2014 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 2° der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats 56.062/4;

Auf Vorschlag des Ministers für ländliche Angelegenheiten,

Beschließt:

Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° Minister: der Minister für ländliche Angelegenheiten;

2° Dekret: das Dekret vom 11. April 2014 über die ländliche Entwicklung.

Art. 2 - In Artikel 3, § 2 des Dekrets gelten die folgenden Begriffe, insofern sie unmittelbar mit der Umsetzung von Entwicklungsaktionen verbunden sind, die in dem kommunalen Programm für ländliche Entwicklung aufgenommen sind:

1° zulässige materielle Investitionen :

a) der Erwerb und die Errichtung von bebauten Immobiliengütern;

b) die Einrichtungs- oder Renovierungsarbeiten von ganzen oder Teilen von bebauten Immobiliengütern;

c) der Erwerb und die Einrichtung von unbebauten Immobiliengütern;

2° zulässige immaterielle Investitionen :

a) die Leistungen in den Bereichen Forschung, Strategie und Vorausschau bezüglich des ländlichen Raums;

b) die Leistungen für das Entwerfen und die Schaffung von Mitteln zur Förderung des ländlichen Raums.

Art. 3 - Die in Artikel 11, 5° des Dekrets erwähnten Arbeitsgruppen werden entweder vor der Einsetzung der örtlichen Kommission für ländliche Entwicklung oder durch die örtliche Kommission für ländliche Entwicklung aufgrund von Artikel 5, Absatz 2 des Dekrets errichtet.

Art. 4 - § 1. Die in Artikel 13, § 1, 1° des Dekrets erwähnte Analyse der Merkmale der Gemeinde zielt darauf ab, die Spezifitäten der Gemeinde, ihre Entwicklungsziele sowie die bereits zu diesem Zweck eingeleiteten Schritte hervorzuheben.

Diese Analyse hat die Form eines bündigen Berichts, den man sich leicht zu eigen machen kann. Sie beruht auf angepassten, zuverlässigen und aktuellen Daten.

§ 2. Der Analysebericht enthält mindestens die folgenden Elemente:

1° eine Identitätskarte der Gemeinde, die die allgemeinen Merkmale der Gemeinde sowie ihre geographische Lage kurz beschreibt;

2° eine Vorstellung der Gemeinde als Akteur, ihrer hauptsächlichen menschlichen und finanziellen, für die Aktion zur ländlichen Entwicklung bereitstellbaren Mittel, nämlich u.a. Gemeinderat, Beiräte, Organisationsplan der Gemeindedienststellen und Finanzkraft;

3° eine Analyse der Hauptmerkmale der physikalischen und natürlichen Lebensräume und der Landschaft, in der die Hauptvorteile und -einschränkungen des Gebiets sowie die bereits unternommenen Schutz-, Aufwertungs- und Sensibilisierungsmaßnahmen hervorgehoben werden;

4° die bauliche Struktur, ihre Hauptmerkmale im Bereich des Städtebaus und des Erbes, die strukturierenden öffentlichen Räume sowie die bereits unternommenen Maßnahmen zur Verwaltung der Bausubstanz und zur Verstärkung;

5° eine Analyse der demographischen und sozialwirtschaftlichen bedeutenden Merkmale der Gemeinde, sowie ihrer jeweiligen erwarteten Entwicklung, um die bedürftigsten Gruppen zu identifizieren und die zukünftigen Bedürfnisse der Bevölkerung im Bereich der Ausrüstungen und Dienststellen zu schätzen;

6° eine Analyse der Hauptmerkmale der Wohnverhältnisse und der Politik der Gemeinde in diesem Bereich;

7° eine Analyse der hauptsächlichen Vorzüge und Schwächen der bedeutenden wirtschaftlichen Sektoren der Gemeinde;

8° eine Analyse der Dienste und gemeinschaftliche Einrichtungen, einschließlich der Bedürfnisse, der eventuellen Mängel, des Angebots und der Infrastrukturen, der beabsichtigten Pläne und entwickelten Strategien;

9° eine Analyse der Hauptmerkmale der Beförderungsnetze, sowie die bereits angewandten Strategien in Sachen Mobilität;

10° eine Analyse der Hauptmerkmale und der unternommenen Aktionen in Sachen Verwaltung der Energieresourcen.

§ 3. Der Analysebericht umfasst mindestens die Karten i.M. 1/10 000 zur Darstellung oder Zusammenfassung der folgenden Elemente :

1° die Bodenbenutzungsarten und die Wasserläufe;

2° der Sektorenplan;

3° das Verkehrsnetz;

4° die bauliche Struktur, einschließlich der strukturierenden öffentlichen Räume;

5° die öffentlichen Eigentümer, die durch raumordnerische oder sonstige Instrumente gedeckten Umkreise;

6° das bebaute oder unbebaute gemeindliche Erbgut, wobei außerdem die Gebiete von ökologischem, landschaftlichem und architektonischen Interesse dargestellt werden;

7° die Gebiete mit Einschränkungen und Risiken.

§ 4. Der Analysebericht enthält außerdem:

1° die Vorstellung des Projektautors, der mit der Erarbeitung und der Gestaltung des Entwurfs des kommunalen Programms für ländliche Entwicklung beauftragt ist;

2° eine Zusammenfassung der Analyse, die bei Versammlungen, bei denen die Bevölkerung miteinbezogen wird, zur Einsichtnahme offen liegen muss.

Art. 5 - Die Beschreibung der Ergebnisse der Einbeziehung der Bevölkerung umfasst:

1° die angewandte Methode für die Einbeziehung der Bevölkerung;

2° die Vorstellung des eventuellen Begleitorgans;

3° den Zeitplan und die Zusammenfassung der Ergebnisse der Informations-, Konsultierungsversammlungen und der Versammlungen der Arbeitsgruppen;

4° die Zusammensetzung der örtlichen Kommission für ländliche Entwicklung;

5° die Zusammensetzung der Arbeitsgruppen;

6° den Zeitplan und die Zusammensetzung der Ergebnisse der Versammlungen der örtlichen Kommission für ländliche Entwicklung.

Art. 6 - Die geteilte Diagnose kann die Form einer Tabelle "Atouts-Faibles-Opportunités-Menaces" (Vorzüge-Schwächen-Opportunitäten-Bedrohungen), abgekürzt « AFOM » haben.

Art. 7 - Die Entwicklungsstrategie stellt die gemeindeeigenen Entwicklungsziele, deren Rechtfertigungen hinsichtlich der geteilten Diagnose und die erwarteten Multiplikatoreffekte dar.

Die Strategie erwähnt für jedes Ziel die Modalitäten für die qualitative und quantitative Bewertung der Indikatoren. Eine Übersichtstabelle der Indikatoren wird alle fünf Jahre erstellt und bewertet.

Art. 8 - § 1. Die Beschreibung jedes Projekts bildet den Gegenstand eines Merkblatts in dem kommunalen Programm für ländliche Entwicklung, dessen Muster von dem Minister festgelegt wird, in dem insbesondere die Lage und die auf der in Artikel 10 vorgesehenen Karte erwähnte Projektnummer angegeben ist.

Jedes Merkblatt gibt insbesondere die Rechtfertigung des Projekts hinsichtlich der in der geteilten Diagnose identifizierten Bedürfnisse, seine Verbindung mit den Entwicklungszielen, seine Auswirkung auf die nachhaltige Entwicklung und Indikatoren bezüglich der Ausführung und der Auswirkungen an.

§ 2. Die Planung, Durchführung und der Mindestinhalt der Merkblätter werden unter Berücksichtigung der folgenden Elemente bestimmt:

1° die Projekte, deren Eintragung innerhalb der ersten drei Jahre der Durchführung des kommunalen Programms für ländliche Entwicklung vorgesehen ist, werden in dem Los 1 aufgenommen;

2° die Projekte, deren Verwirklichung zwischen dem vierten und dem sechsten Jahr der Durchführung des kommunalen Programms für ländliche Entwicklung vorgesehen ist, werden in dem Los 2 aufgenommen;

3° die sonstigen Projekte werden in dem Los 3 aufgenommen;

4° die Projekte oder Aktionen, deren Verwirklichung während der Ausarbeitung des kommunalen Programms für ländliche Entwicklung bereits läuft oder fertig sind, werden in dem Los 0 aufgenommen;

Die Projekte des in Absatz 1° 1 erwähnten Loses 1 haben die Form eines vollständigen Merkblatts mit einer genauen Kostenveranschlagung.

Die Projekte des in Absatz 1, 2° erwähnten Loses 2 werden durch ein Merkblatt ohne Kostenveranschlagung vorgestellt. Die Veranschlagung der Kosten soll erst zum Zeitpunkt der Einreichung des Abkommensantrags hinzugefügt werden.

Die Projekte des in Absatz 1, 3° erwähnten Loses 3 geben mindestens den Titel, die Beschreibung und die Rechtfertigung des Projekts hinsichtlich der Entwicklungsstrategie an.

Das in Artikel 8, § 2, 4° erwähnte Los 0 hat die Form eines Richtkatalogs.

Wenn das Projekt in aufeinanderfolgende Phasen erfolgt, wird das Gesamtprogramm der Investition erstellt.

Art. 9 - Je nach der in Artikel 7 erwähnten Entwicklungsstrategie wird in dem kommunalen Programm für ländliche Entwicklung Folgendes bestimmt:

1° die Eingliederung der Projekte und deren Multiplikatoreffekte auf die Entwicklung der Gemeinde;

2° die zeitliche Planung;

3° die räumliche Planung;

4° die erwarteten Finanzierungsquellen.

Art. 10 - Die in Artikel 13, § 1, 6° des Dekrets erwähnte zusammenfassende Übersicht umfasst alle Projekte unter Angabe der verfolgten Ziele, Finanzierungsquellen, verwandten Mittel und der Planung der Verwirklichungen, sowie eine Karte mit den Standorten der verschiedenen Projekte des Programms.

Art. 11 - Jeder Teil des kommunalen Programms für ländliche Entwicklung wird unter Beachtung der Leitgrundsätze der nachhaltigen Entwicklung, nämlich der Effizienz, der Resilienz und der Suffizienz im Sinne von Artikel 4 des Dekrets vom 27. Juni 2013 über die wallonische Strategie für nachhaltige Entwicklung bewertet.

Die Bewertung zeigt, wie die Elemente des Programms der in Artikel 2, § 2 bestimmten nachhaltigen Vorgehensweise gerecht sind.

Art. 12 - Die Gemeinde erstellt sechs Originalfassungen des Projekts des in Artikel 13, § 1 des Dekrets erwähnten Programms, jeweils für:

1° den Minister;

2° die Gemeinde;

3° die örtliche Kommission für ländliche Entwicklung;

4° den Vorsitzenden des Regionalausschusses;

5° die Verwaltung;

6° die Einrichtung, die der Gemeinde bei ihrer Aktion zur ländlichen Entwicklung beigestanden ist.

Kopien in elektronischer Form des Programmentwurfs, einschließlich der Versammlungsprotokolle werden von der Gemeinde :

- 1° dem Ministerpräsidenten der Wallonischen Regierung;
 - 2° dem Ministerpräsidenten der Regierung der Französischen Gemeinschaft oder, ggf. dem Ministerpräsidenten der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft;
 - 3° den Mitgliedern des Regionalausschusses, außer wenn ein Mitglied eine Papierkopie der Originalfassung ohne Anlagen beantragt;
 - 4° den Mitgliedern des Gemeinderates;
 - 5° den Mitgliedern der örtlichen Kommission für ländliche Entwicklung;
 - 6° der Verwaltung
- übermittelt.

Art. 13 - Der Minister legt die Muster der in Artikel 15 des Dekrets erwähnten Abkommen fest, die mindestens die folgenden Elemente umfassen :

- 1° die Definition und Planung der Investition, die nur ein einziges Projekt betrifft;
- 2° die Verpflichtungen der Gemeinde(n) und ggf. der autonomen Gemeinderegion;
- 3° die Veranschlagung der Kosten des Projekts;
- 4° die maximale Frist, die für die Durchführung des Projekts festgelegt wird;
- 5° die Zuschüsse, die zur Finanzierung des Projekts beitragen, und ihr Beteiligungssatz;
- 6° die Modalitäten für die Genehmigung des Projekts;
- 7° die Modalitäten für die Auszahlung des Zuschusses;
- 8° die Natur der Rechte des Antragsstellers an dem Gut, der Gegenstand des beantragten Abkommens ist.

Art. 14 - Der an den Minister gerichtete Antrag über den Abschluss eines Abkommens umfasst die folgenden Elemente:

- 1° die gemeindliche(n) Beratung(en) und ggf. der Beschluss des Verwaltungsrates der autonomen Gemeinderegion zur Beantragung des Abkommens;
- 2° der Auszug des bzw. der Protokolle der örtliche(n) Kommission(en) für ländliche Entwicklung, der das beantragte Projekt betrifft;
- 3° eine Absichtsmeldung über das Projekt;
- 4° ein Beschreibungsmerkblatt über das Projekt;
- 5° eine Skizze mit grober Veranschlagung der Kosten;
- 6° ggf. die nützlichen Dokumente, die die Art und Weise angeben, wie die Gemeinden oder die autonomen Gemeinderegionen die in Artikel 3, § 4 des Dekrets erwähnten Projekte verwirklichen und verwalten.

Art. 15 - Der Tätigkeitsbericht der in Artikel 24, Absatz 2, 2° des Dekrets erwähnten örtlichen Kommission umfasst folgende Elemente :

- 1° die Häufigkeit der Sitzungen und deren Zusammenfassung;
- 2° die Abänderungen der Zusammensetzung;
- 3° die eventuellen Abänderungen an der Geschäftsordnung;
- 4° die Sitzungsprotokolle.

Art. 16 - Der in Artikel 24, Absatz 2, 3° des Dekrets erwähnte Buchführungsbericht umfasst folgende Elemente :

- 1° die finanziellen Fortschrittsberichte über die Erwerbe und Arbeiten, die im Laufe des Jahres getätigt wurden, in denen die gezahlten Rechnungen und die erhaltenen Zuschüsse aufgeführt werden;
- 2° die Lage des mit den Zuschüssen der ländlichen Entwicklung erworbenen und renovierten Vermögens;
- 3° die Auflistung der Nebenkosten und Mieten aus den unter 2°erwähnten Immobiliengütern;
- 4° der Erlös des Verkaufs der mit den Zuschüssen der ländlichen Entwicklung erworbenen, gebauten oder renovierten Güter;
- 5° Vorschläge zur Wiederverwendung der unter 3° und 4° erwähnten erzeugten Gewinne und Erlöse, um den ganzen kommunalen Anteil in der Finanzierung der Projekte und Aktionen im Rahmen des kommunalen Programms für ländliche Entwicklung oder einen Teil davon zu bilden.

Art. 17 - Der Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 20. November 1991 zur Ausführung des Dekrets vom 6. Juni 1991 über die ländliche Entwicklung wird aufgehoben.

Art. 18 - Der Minister der ländlichen Angelegenheiten wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 12. Juni 2014

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe
C. DI ANTONIO

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2014/205079]

12 JUNI 2014. — Besluit van de Waalse Regering tot uitvoering van het decreet van 11 april 2014 betreffende de plattelandontwikkeling en tot opheffing van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 20 november 1991 ter uitvoering van het decreet van 6 juni 1991 betreffende de landelijke ontwikkeling

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 11 april 2014 betreffende de plattelandontwikkeling;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 20 november 1991 ter uitvoering van het decreet van 6 juni 1991 betreffende de landelijke ontwikkeling;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 27 februari 2014;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 12 juni 2014;

Gelet op het advies van de Autonome adviescel voor Duurzame ontwikkeling, gegeven op 28 februari 2014;

Gelet op het advies 56.062/4 van de Raad van State, gegeven op 12 mei 2014, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Landelijke Aangelegenheden,

Besluit:

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:1^o Minister: de Minister van Landelijke Aangelegenheden;2^o decreet: het decreet van 11 april 2014 betreffende de plattelandontwikkeling.**Art. 2.** Voor zover ze aan de uitvoering van ontwikkelingsacties bedoeld in het gemeentelijk plattelandontwikkelingsprogramma rechtstreeks gebonden zijn wordt in artikel 3, § 2, van het decreet verstaan onder:1^o in aanmerking komende lichamelijke investeringen:

a) de aankoop en de bouw van bebouwde onroerende goederen;

b) de werken voor de inrichting of de vernieuwing van het geheel of een gedeelte van bebouwde onroerende goederen;

c) de aankoop en de inrichting van onbebouwde onroerende goederen;

2^o in aanmerking komende onlichamelijke investeringen:

a) de prestaties in termen van onderzoek, strategie en prospectief betreffende het landelijk milieu;

b) de prestaties betreffende de uitwerking en de totstandbrenging van instrumenten voor de bevordering van het landelijk milieu.

Art. 3. De in artikel 11, 5^o, van het decreet bedoelde werkgroepen worden ofwel vóór de installatie van de plaatselijke plattelandontwikkelingscommissie, ofwel door de plaatselijke plattelandontwikkelingscommissie krachtens artikel 5, tweede lid van het decreet opgericht.**Art. 4.** § 1. De in artikel 13, § 1, 1^o, bedoelde analyse van de kenmerken van de gemeente heeft tot doel de specificiteiten van de gemeenten, haar ontwikkelingsbelangen alsook de reeds ondernomen stappen om erop in te spelen, in het licht te stellen.

Die analyse neemt de vorm aan van een beknopt en gemakkelijk beschikbaar verslag. Bedoelde analyse berust op gepaste, betrouwbare en actuele gegevens.

§ 2. Het analyseverslag bevat minstens:

1^o een identiteitskaart van de gemeente waarin de algemene kenmerken van de gemeente alsook haar geografische ligging in het kort worden voorgesteld;2^o een voorstelling van de gemeente als actor, van haar voornaamste menselijke en financiële inzetbare middelen voor de plattelandontwikkelingsverrichting, met inbegrip met name van de gemeenteraad, adviesraden, organogram van de gemeentediensten en financiële draagkracht;3^o een analyse van de hoofdzakelijke kenmerken van de fysische en natuurlijke milieus en van het landschap, waarbij de belangrijke troeven en de voornaamste drukfactoren van het grondgebied alsook de reeds ondernomen beschermings-, valorisatie- en bewustmakingsstappen in het licht worden gebracht;4^o de structuur van het bebouwd onroerend goed, zijn voornaamste stedenbouwkundige en patrimoniale eigenschappen, de structurerende openbare ruimten, alsook de reeds ondernomen stappen m.b.t. het beheer van het bebouwd onroerend goed;5^o een analyse van de significante demografische en socio-economische kenmerken van de gemeente, alsook hun verwachte evoluties, waarbij de armste groepen kunnen worden geïdentificeerd en de toekomstige behoeften van de bevolking in termen van uitrustingen en diensten kunnen worden geschat;6^o een analyse van de voornaamste kenmerken van de huisvesting en van het gemeentelijke beleid terzake;7^o een analyse van de voornaamste sterke en zwakke punten van de significante economische sectoren in de gemeente;8^o een analyse van de gemeenschappelijke diensten en uitrustingen, met inbegrip van de behoeften, de eventuele gebreken, het aanbod en de infrastructuur, de geplande projecten en de ontwikkelde strategieën;9^o een analyse van de voornaamste kenmerken van de verplaatsingsnetwerken, alsook de reeds lopende strategieën inzake mobiliteit;10^o een analyse van de voornaamste kenmerken en van de ondernomen acties inzake het beheer van natuurlijke hulpbronnen.

§ 3. Het analyseverslag bevat minstens de kaart op 1/10 000 die de volgende elementen voorstellen of samenvatten:

1^o de types bodemgebruik en de waterlopen;2^o het gewestplan;3^o het wegennetwerk;4^o de structuur van het bebouwd onroerend goed met inbegrip van de structurerende openbare ruimten;5^o de openbare eigendommen, de omtrekken gedekt door instrumenten voor de aanleg van het grondgebied of andere;

6° het al dan niet bebouwd gemeentelijk erfgoed, waarin de gebieden met een ecologische, landschappelijke en architecturale waarde worden bepaald;

7° de gebieden onderhevig aan drukfactoren en risico's.

§ 4. Het analyseverslag bevat bovendien:

1° de voorstelling van de ontwerper belast met de uitwerking en de vormgeving van het gemeentelijk plattelandsontwikkelingsprogramma;

2° een synthese van de analyse die bij de vergaderingen waarop de bevolking deelneemt, ter raadpleging wordt voorgelegd.

Art. 5. De beschrijving van de resultaten van de deelname van de bevolking bevat:

1° de methode gebruikt voor de deelname van de bevolking;

2° de voorstelling van de eventuele begeleidingsinstelling;

3° het tijdschema en de synthese van de resultaten van de informatie-, raadplegingsvergaderingen en van de werkgroepen;

4° de samenstelling van de plaatselijke plattelandsontwikkelingscommissie;

5° de samenstelling van werkgroepen;

6° het tijdschema en de synthese van de resultaten van de plaatselijke plattelandsontwikkelingscommissie.

Art. 6. De gedeelde diagnose kan de vorm aannemen van een tabel "Atouts-Faiblesses-Opportunités-Menaces" (Troeven-Zwakheden-Opportunities-Bedreigingen), afgekort "AFOM".

Art. 7. De ontwikkelingsstrategie stelt de voor de gemeente specifieke doelstellingen, hun rechtvaardiging ten opzichte van de gedeelde diagnose en de verwachte vermenigvuldigende effecten voor.

De strategie vermeldt voor elke doelstelling de modaliteiten van de kwalitatieve en kwantitatieve beoordelingen van de indicatoren. Een situatie-overzicht van de indicatoren wordt opgemaakt en om de vijf jaar beoordeeld.

Art. 8. § 1. De beschrijving van elk project maakt het voorwerp uit van een fiche in het gemeentelijke plattelandsontwikkelingsprogramma, waarvan het model door de Minister wordt bepaald, en waarin de ligging en het nummer van het project vermeld in de in artikel 10 bedoelde kaart worden vermeld.

Elke fiche vermeldt met name de rechtvaardiging van het project ten opzichte van de in de gedeelde diagnose geïdentificeerde behoeften, zijn band met de ontwikkelingsdoelstellingen, zijn impact op de duurzame ontwikkeling en de indicatoren m.b.t. de verrichting en de impact.

§ 2. De programmering, de uitvoering en de minimale inhoud van de fiches worden bepaald naar gelang van de volgende principes:

1° de projecten waarvan de opnemings gepland is tijdens de eerste drie jaar van de uitvoering van het gemeentelijk plattelandsontwikkelingsprogramma, worden vermeld in partij 1;

2° de projecten waarvan de verrichting gepland is tijdens het vierde en het zesde jaar van de uitvoering van het gemeentelijk plattelandsontwikkelingsprogramma, worden vermeld in partij 2;

3° de andere projecten worden in partij 3 vermeld;

4° de projecten of acties die reeds in uitvoering zijn of die beëindigd zijn tijdens de opmaking van het gemeentelijk plattelandsontwikkelingsprogramma, worden vermeld in partij 0.

De projecten van partij 1 bedoeld in het eerste lid, 1°, nemen de vorm aan van een volledige fiche met een precieze raming van de kosten.

De projecten van partij 2 bedoeld in het eerste lid, 2°, worden via een fiche zonder raming van de kosten voorgesteld. De raming van de kosten moet pas op het moment van de indiening van de overeenkomst aanvraag toegevoegd worden.

De projecten van partij 3 bedoeld in het eerste lid, 3°, vermelden minstens het opschrift, de beschrijving en de rechtvaardiging van het project ten opzichte van de ontwikkelingsstrategie.

Partij 0 bedoeld in artikel 8, § 2, 4°, neemt de vorm aan van een indicatieve catalogus.

Als het project in opeenvolgende fasen wordt uitgevoerd, wordt het globaal investeringsprogramma opgemaakt.

Art. 9. Naar gelang van de in artikel 7 bedoelde ontwikkelingsstrategie bepaalt het gemeentelijk plattelandsontwikkelingsprogramma:

1° de opnemings van de projecten en van hun vermenigvuldigende effecten op de ontwikkeling van de gemeente;

2° de programmering in de tijd;

3° de planificatie in de ruimte;

4° de verwachte financieringsbronnen.

Art. 10. De samenvattende tabel bedoeld in artikel 13, § 1, 6°, van het decreet bevat alle projecten met de vermelding van de nagestreefde doelstellingen, de financieringsbronnen, de gebruikte middelen en de programmering van de verrichtingen, alsook een kaart waarin de ligging van de verschillende projecten van het programma wordt vermeld.

Art. 11. Elk deel van het gemeentelijk plattelandsontwikkelingsprogramma maakt het voorwerp uit van een evaluatie van de naleving van de richtsnoeren van de duurzame ontwikkeling, namelijk de doeltreffendheid, het opveringsvermogen en de zelfgenoegzaamheid zoals bepaald in artikel 4 van het decreet van 27 juni 2013 betreffende de Waalse strategie inzake duurzame ontwikkeling.

De uitgevoerde evaluatie bepaalt hoe de elementen van het programma in de lijn liggen van de duurzame ontwikkeling zoals bepaald in artikel 2, § 2, van het decreet.

Art. 12. De gemeente maakt zes originele exemplaren op van het programmaproject bedoeld in artikel 13, § 1, van het decreet die bestemd zijn voor:

1° de Minister;

2° de gemeente;

3° de plaatselijke Plattelandsontwikkelingscommissie;

4° de voorzitter van de gewestelijke Commissie;

5° het Bestuur;

6° de instelling die de gemeente heeft bijgestaan bij haar plattelandsontwikkelingsverricht.

Afschriften op elektronische drager van het project van programma, met inbegrip van de notulen van de vergaderingen, worden door de gemeente meegedeeld:

1° aan de Minister President van de Waalse Regering;

2° aan de Minister-President van de Regering van de Franse Gemeenschap of, in voorkomend geval, aan de Minister-President van de Regering van de Duitstalige Gemeenschap;

3° aan de leden van de Gewestelijke Commissie behalve verzoek van een lid om een papieren afschrift van het originele exemplaren, zonder de bijlagen;

4° aan de leden van de gemeenteraad;

5° aan de leden van de plaatselijke Plattelandsontwikkelingscommissie;

6° aan het Bestuur.

Art. 13. De Minister bepaalt de standaardmodellen van de in artikel 15 van het decreet bedoelde overeenkomsten, die minstens de volgende elementen bevatten:

1° de beschrijving en de programmering van de investering die alleen één project betreft;

2° de verplichtingen van de gemeente(n) en, in voorkomend geval, van het autonome gemeentebedrijf;

3° de becijferde raming van het project;

4° de voor de uitvoering van het project bepaalde maximale termijn;

5° de subsidies die bijdragen tot de financiering van het project en hun percentage;

6° de modaliteiten betreffende de goedkeuring van het project;

7° de modaliteiten voor de uitbetaling van de subsidie;

8° de aard van de rechten waarover de aanvrager beschikt op het goed dat het voorwerp uitmaakt van de overeenkomstaanvraag.

Art. 14. De aan de Minister gerichte overeenkomstaanvraag die gericht is aan de Minister, bevat:

1° de gemeentelijke beraadslaging(en) en, in voorkomend geval, de beslissing van de raad van bestuur van het autonome gemeentebedrijf dat de overeenkomst vraagt;

2° het uittreksel van het proces-verbaal (processen-verbaal) van de plaatselijke Plattelandsontwikkelingscommissie(s) over het gevraagde project;

3° een intentienota van het project;

4° een schematisch overzicht van het project;

5° een schets met een beknopte kostenraming;

6° in voorkomend geval, de nuttige documenten met vermelding van de wijze waarop de gemeenten of autonome gemeentebedrijven de in artikel 3, § 4, van het decreet bedoelde projecten uitvoeren en beheren.

Art. 15. Het activiteitenverslag van de plaatselijke plattelandsontwikkelingscommissie bedoeld in artikel 24, tweede lid, 2°, van het decreet omvat:

1° de frequentie van de vergaderingen en een samenvatting van hun verloop;

2° de wijzigingen van de samenstelling;

3° de eventuele wijzigingen van het huishoudelijk reglement;

4° de notulen van de vergaderingen.

Art. 16. Het op de boekhouding gegronde verslag bedoeld in artikel 24, 3°, van het decreet bevat:

1° de financiële vorderingsstaten van de aankopen en werken uitgevoerd tijdens het jaar die de betaalde facturen en ontvangen subsidies op een lijst zetten;

2° de toestand van het met de toelagen voor plattelandsontwikkeling aangekocht en/of vernieuwd erfgoed;

3° het overzicht van de lasten en opbrengsten van de huur van de in 2° bedoelde onroerende goederen;

4° de opbrengst van de verkoop van goederen aangekocht, gebouwd of vernieuwd met toelagen voor plattelandsontwikkeling;

5° voorstellen voor de herbesteding van de winsten en opbrengsten bedoeld in 3° en 4° met het oog op het aanleggen van een geheel of gedeelte van de gemeentelijke bijdrage in de financiering van de projecten en acties opgenomen in het gemeentelijk plattelandsontwikkelingsprogramma.

Art. 17. Het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 20 november 1991 ter uitvoering van het decreet van 6 juni 1991 betreffende de landelijke ontwikkeling wordt opgeheven.

Art. 18. De Minister van Landelijke Aangelegenheden is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 12 juni 2014.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,
C. DI ANTONIO